

sommes considérables. Il nous faudra donc montrer aux prêteurs que nous pouvons contrôler l'inflation. Et, pour les mêmes raisons, monsieur l'Orateur, l'expansion des entreprises sera réduite si nous ne prouvons à ceux qui sont en mesure de financer les emprunts des sociétés que nous entendons vraiment écraser la spirale inflationniste. De toute évidence, la série ininterrompue de déficits budgétaires, au cours des dix dernières années, ne crée pas la confiance. C'est pourquoi l'objectif ministériel d'un équilibre budgétaire à la fin de la prochaine année financière est si important.

La politique du gouvernement doit avoir pour objectif d'établir et de préserver un marché ordonné des capitaux. Il faut pour cela que le gouvernement fédéral non seulement s'occupe de ses propres dettes et de ses propres besoins budgétaires, mais apprécie comme il se doit les besoins des provinces et des municipalités en matière de capital, ainsi que les besoins du secteur privé. Tout comme les arrangements quant aux domaines fiscaux doivent être mis au point de concert avec les provinces, il est également important qu'il y ait coopération en ce qui concerne les besoins en matière de capital. Après tout, les fonds disponibles ne sont pas inépuisables.

Le Canada ne peut pas non plus compter uniquement sur ses fonds nationaux. D'ailleurs, les emprunts contractés par le Canada à l'étranger au cours des dernières années se chiffrent en moyenne à près de 1 milliard de dollars par an. Nous pourrions nous adresser au marché des États-Unis ou aux marchés européens seulement dans la mesure où les pays étrangers ont confiance en notre situation concurrentielle, qui ne doit pas être compromise par l'inflation intérieure et où ils estiment que le risque d'une dévaluation est minime et que les règles ne seront pas changées du jour au lendemain. Le Canada ne peut échapper aux conditions économiques mondiales, et il est inutile de prétendre le contraire. C'est donc là une raison de plus d'étudier de près notre vulnérabilité dans les domaines dont nous n'avons pas la maîtrise.

● (3.40 p.m.)

Depuis un an, trois grands événements internationaux ont gravement sapé la confiance envers le système monétaire mondial et le dollar canadien. Il s'agit de la dévaluation de la livre sterling, des directives imposées par les États-Unis et des menées de la France pour forcer le dollar américain à perdre de sa valeur-or. Heureusement, après une période d'incertitude, le dollar canadien s'est raffermi. Toutefois, gardons-nous de trop d'optimisme. Le système monétaire mondial se trouve devant bien des incertitudes. N'oublions pas que le Canada est plus vulnérable que la plupart des autres pays en raison du

rôle énorme, proportionnellement quatre fois plus grand qu'aux États-Unis, de notre commerce extérieur dans notre production nationale brute. Rendons-nous compte qu'à présent nous dépendons de l'influx de capitaux étrangers pour équilibrer notre balance des paiements. Voilà pourquoi notre position est vulnérable. Et aussi pourquoi je souhaite des négociations avec les autorités américaines en vue d'éliminer le plafond de 2,600 millions de dollars imposé à nos réserves de devises étrangères. Nous avons besoin de cette latitude.

Ces réalités, la nécessité d'établir la confiance dans nos marchés de capitaux et de prendre conscience des dangers de l'inflation sont essentielles au progrès futur du Canada. C'est dans ce domaine néanmoins que l'attitude des deux principaux partis d'opposition me semble étrangement incohérente bien que toujours ambiguë. Ils semblent négliger les mesures fiscales et monétaires. Ils semblent avoir fait table rase de la notion que les taux d'intérêt constituent un instrument efficace de la politique monétaire. Ils ne tiennent pas compte non plus des mesures fiscales. Ils se sont étrangement gardés de se prononcer sur l'opportunité d'un budget équilibré. Ils déplorent les conséquences de l'inflation mais renoncent à proposer des remèdes. Ils constatent sans donner d'explication. Est-ce cela le nouvel esprit qui anime le parti progressiste-conservateur?

Le Nouveau parti démocratique, de son côté, semble considérer les déficits budgétaires comme chose normale. Voilà qui me fait penser à un homme qui souscrirait pour son entreprise de bienfaisance favorite un chèque tiré sur un compte de banque inexistant. Ces députés parlent néanmoins des effets érosifs de l'inflation, comme ce bon vivant qui, heureux à la perspective d'un banquet gargantuesque, sermonne les autres sur les lendemains de la veille. Quand, par exemple, un porte-parole du Nouveau parti démocratique a-t-il publiquement désavoué des hausses de salaires supérieures à l'accroissement de la productivité? Quand un porte-parole du Nouveau parti démocratique a-t-il publiquement déclaré que des majorations de salaires supérieures à l'accroissement de la productivité sont inflationnistes et sont un fardeau pour tous les salariés du Canada et même pour tous les Canadiens? Le Nouveau parti démocratique agit comme s'il ignorait tout de l'inflation due à la hausse des coûts.

Je voudrais maintenant, monsieur l'Orateur, aborder la question de l'esprit d'entreprise, de l'esprit d'initiative d'un point de vue canadien. Au Canada, nous devons nous concentrer sur les domaines pour lesquels nous sommes les mieux préparés. Nous pouvons stimuler l'esprit d'entreprise grâce à l'initia-